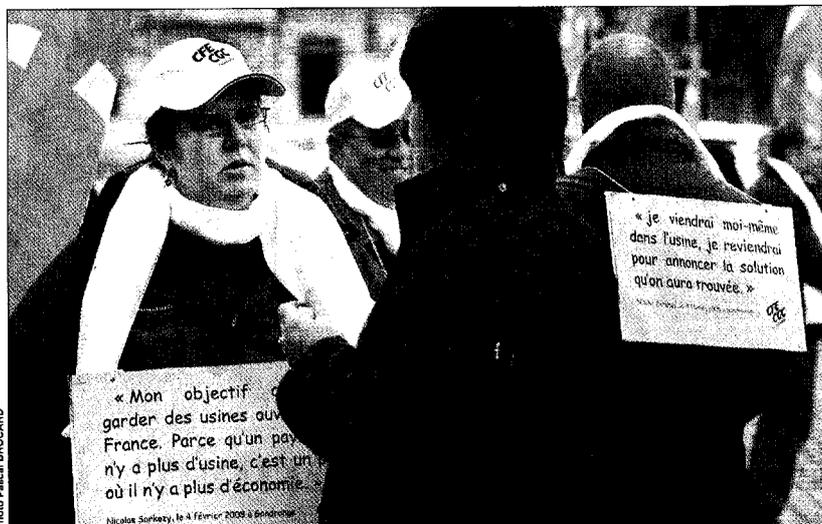


04-04-08

« Frustrés, désespérés »



« Nos salariés sont fatigués, frustrés, désespérés ! », a lancé hier le porte-parole des syndicats aux 200 manifestants venus défendre la survie de l'aciérie de Gandrange devant la préfecture de Metz. Certains brandissaient les promesses de Nicolas Sarkozy, dont une intervention est attendue « avant le 14 avril ».

Le désarroi des salariés face aux « promesses non tenues »

Il n'était que 200 manifestants d'ArcelorMittal, hier à Metz devant la préfecture, pour faire entendre la rancœur de Gandrange. Le préfet de région n'a pas répondu à leur inquiétude à la veille du comité d'entreprise qui doit confirmer le plan Mittal. Nicolas Sarkozy devrait de nouveau intervenir avant le 14 avril...

Je suis un peu déçu par la manif. C'est pas mobilisateur... », lâche un élu. La place de la Préfecture, à Metz, n'est pas prise d'assaut, aucun cordon de CRS à l'horizon, le meeting de la dernière chance de Gandrange n'a rien de massif. Les nombreuses bandières syndicales mettent un peu de couleur dans la grisaille ambiante qui semble avoir envahi l'espace et occupe tous les esprits. « Les jeunes de l'usine n'ont pas mordu, ils se voient déjà ailleurs. A Florange ou Luxembourg où on leur fait miroiter des salaires... », glisse, un peu dépité, Olivier, un salarié du centre de recherches, venu par solidarité. Quelques rares banderoles piquées dans une plate-bande de fleurs parlent des emplois de Gandrange et pêle-mêle de « Mittal, Sarkozy... Paroles... Paroles. » Des militants CFE/CGC promènent leur carton accroché au cou avec les mots du Président prononcés le 4 février dernier. « Mon objectif, c'est de garder les usines... » Justement.

« Le coup n'est pas désespéré »

« Personne n'a oublié les mots de Nicolas Sarkozy ! » Edouard Martin, de l'intersyndicale CGFE/CFDT, s'empare du porte-voix et réveille les 200 manifestants. « Il est temps de le rappeler à ses promesses », lance-t-il. Puis, lyrique : « Les salariés sont fatigués, frustrés, désespérés. Ils veulent savoir à quelle sauce ils vont être mangés », lance-t-il avant de s'engouffrer avec la délégation syndicale chez le pré-

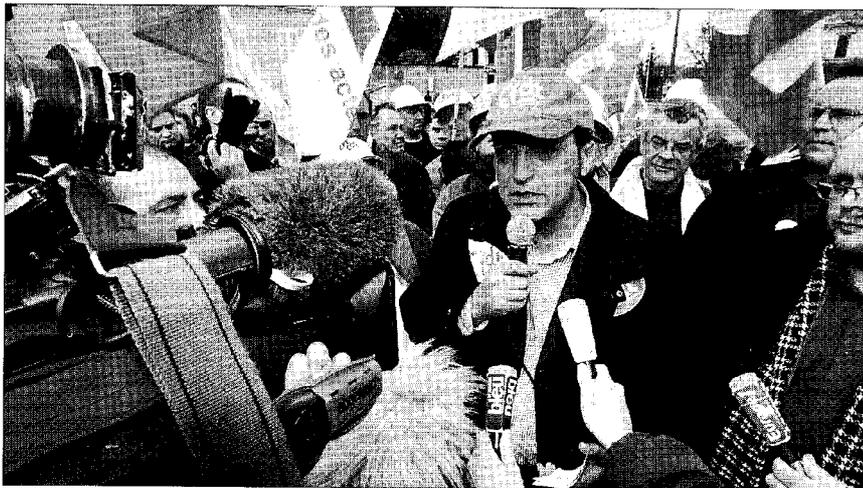
fet. L'entrevue durera une heure. Pendant ce temps, les gens de Gandrange s'interrogent. « On s'accroche aux branches... », dit encore Olivier. Sous-entendu aux politiques « mais aussi à tous ces repreneurs. Chacun a le sien. Ils le sortent de leur chapeau. Ça en devient indécent », s'insurge Alain Gatti, secrétaire régional de la CFDT.

« Le chef de l'Etat est obligé de revenir dans le jeu. Il doit respecter sa parole. Mais aura-t-il la capacité de faire plier Mittal ? Il doit élaborer le rapport de force. Le coup n'est pas désespéré », insiste Jean-Pierre Maseret, qui tient à ce que le conseil régional qu'il préside soit associé à un éventuel plan de revitalisation industrielle de la Lorraine.

La délégation syndicale revient. « Nous, Lorrains, avons trop souffert de promesses jamais tenues. Le préfet n'a pas répondu à nos questions. Aujourd'hui, nous nous adressons au président de la République. A-t-il déjà tourné la page de Gandrange ? C'est à cette question qu'il doit répondre », scande Edouard Martin. Le délégué CGT, syndicat qui a lancé un mot d'ordre de grève de 24 heures jusqu'à ce soir, appelle les salariés à se mobiliser pour aujourd'hui, jour du CE.

La petite foule se disperse. « Le Président Sarkozy va sans doute intervenir dans le dossier avant le 14 avril » rapporte un délégué de l'intersyndicale CFDT-CFE/CGC.

Bernard KRATZ.



« Le préfet nous a affirmé que le président de la République soit s'exprimerait, soit demanderait à nous rencontrer avant le 14 avril », date de la première mise en œuvre du plan social prévoyant la suppression de 575 des 1 108 emplois du site de Gandrange, a précisé Edouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise européen (CEE) d'ArcelorMittal.

Dans l'après-Gandrange...

« Le gouvernement attend le comité d'entreprise du 4 avril. » C'est la réponse, hier au Sénat, de Laurent Wauquiez, porte-parole du gouvernement, à la question du sénateur socialiste Jean-Marc Todeschini. Est-ce dire que la situation est appelée à évoluer après ce CE qui ne devrait pas changer la donne ? « On n'imagine pas la direction de Gandrange contredire celle des aciers longs Europe de Luxembourg », remarque Marcel Thill, secrétaire CFDT du CE. A moins d'un coup de théâtre bien improbable, le plan Mittal sera confirmé.

L'attaque du versant social du projet de la direction est programmée le 14 avril. L'intervention du président de la République se fera avant cette date. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre hier

le préfet Bernard Niquet aux syndicats de l'aciérie. Il devrait avoir au préalable un contact avec Lakshmi Mittal, actuellement aux Etats-Unis. On saura sans doute la semaine prochaine si un compromis est trouvé. En clair, quelle compensation va apporter le numéro 1 mondial de l'acier pour faire passer la pilule de la restructuration de Gandrange ? Des investissements accrus sur Florange pour pérenniser la filière semblent la plus envisageable. Avec un effort sur un plan industriel de revitalisation de la vallée de l'Orne. Mais il est fort à craindre que l'on soit cette fois définitivement engagé dans l'après-Gandrange.

B. K.

Philippe Leroy dénonce « les pleureuses »

« Je ne me rangerai pas dans le camp des pleureuses. » Le sénateur UMP Philippe Leroy, président du conseil général de la Moselle, persiste à juger positive l'initiative prise il y a deux mois par le président de la République, qui « ne se dégonfle pas ».

Reçu mercredi par Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, Philippe Leroy a même suggéré que Nicolas Sarkozy revienne en Moselle avant que la France ne prenne la présidence de l'Union européenne. « Il pourrait, par une visite à la maison de Robert Schuman, marquer l'engagement européen de l'Est de la France », a estimé le président mosellan, tandis que deux cents manifestants de la vallée de l'Orne étaient rassemblés à deux pas de son bureau.

Selon Philippe Leroy, les contacts ne sont pas interrompus entre Paris et Lakshmi Mittal, et « la pression de l'État au plus haut niveau » se maintient pour que le sidérurgiste indien « continue à investir en Lorraine ». « La Moselle ne demande pas la charité », poursuit M. Leroy, qui insiste sur le dynamisme de l'économie du département. « Nous avons créé 9 000 emplois en cinq ans ; les pleureuses préfèrent insister sur la perte de 6 000 emplois, mais le solde reste positif », calcule-t-il en ironisant sur « la comédie absurde », « la démagogie du plus mauvais effet » de la députée PS Aurélie Filippetti. Philippe Leroy préfère afficher son « optimisme » en évoquant les perspectives des mégazones de Farébersviller et de Illange ou du Center Parcs de Sarrebourg... et sur l'engagement du gouvernement en faveur de la sidérurgie lorraine, même si la conjoncture peut pousser au « découragement ».

B. M.

« Bien plus que 575... »

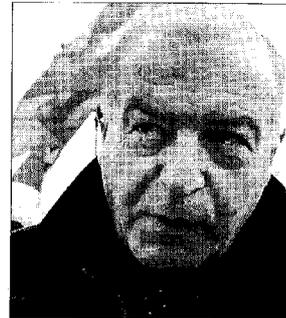
Serge Jurczak, délégué CGT de Gandrange : « On n'est pas dans l'après-Gandrange ! Tant que nous n'avons pas eu de réponse du président de la République, on va continuer à explorer la piste d'un repreneur. En fermant Gandrange, c'est la sidérurgie lorraine et française qui plonge à 12 millions de tonnes quand l'allemande va augmenter ses capacités de 4 millions de tonnes. Et puis restructurer ne concernera pas que 575 personnes. Si Mittal investit à Florange, les 350 intérimaires là-bas vont être renvoyés. Au bout, c'est un millier d'emplois qui va disparaître. Notre combat sert à quelque chose. Il laisse une trace. Même si on ne gagne pas. Mittal saura qu'on ne peut pas faire pas n'importe quoi chez nous. »



Serge Jurczak, délégué CGT de Gandrange.

« Dans la mêlée »

Lionel Fournier, maire de Rombas : « Il ne faut rien lâcher. Maintenant il est obligé de rentrer dans la mêlée. L'aciérie, il faut y investir, la moderniser. Il y a beaucoup de choses à revoir sur ce site, notamment tous les circuits de production, la logistique. Mais il est viable et a encore un avenir. Quant à investir à Florange, il faudrait y construire un nouveau haut fourneau pour pérenniser le site. Si on se bat, on peut le [L. Mittal] faire réfléchir. »



Lionel Fournier, maire de Rombas.

« Arcelor avec nous ! »

Chassé-croisé de manifestations devant la préfecture, hier à Metz. Vers 16 h, juste au moment de la sortie de la délégation syndicale d'ArcelorMittal, une cinquantaine de manifestants de l'IRTS (Institut régional des travailleurs sociaux) ont encerclé la place avant de lancer leur cri de guerre en se couchant à plat ventre sur le pavé. Ils ont associé les gens de Gandrange à leur action d'un « Arcelor avec nous ! »

« Pas vendeur... »

Frédéric Gorney, 53 ans dont 34 comme technicien au centre de recherches de Gandrange : « Je suis venu par solidarité. On est 1 000 à l'usine, mais où sont-ils ? On est loin des milliers qui déferlaient sur Metz lors du plan acier de 1984. Les jeunes n'ont pas mordu aujourd'hui. Ils se bercent d'illusions et se croient déjà à Florange ou au Luxembourg. Et puis ces repreneurs ? Mais quand vous ne voulez pas vendre, ils peuvent être 20 ou 30, ça ne change rien. Mittal n'est pas vendeur. Et même si un repreneur se manifestait, il ne lui laissera jamais le carnet de commandes. Quant au président de la République, que voulez-vous qu'il fasse ? ArcelorMittal est une entreprise de droit privé. »



Frédéric Gorney, du centre de recherches de Gandrange.

L'addition

Triste symbole que celui de Gandrange. Il incarne la désindustrialisation d'une région et, au-delà, d'une grande partie du pays. Mais il reflète aussi l'impuissance des pouvoirs publics face au rouleau compresseur d'une logique de marché que rien ne semble plus pouvoir contenir. Siderurgistes en Moselle ou salariés de Kleber à Toul donnent, à leurs dépens, le visage de cette désespérance qui s'offre en regard de la financiarisation de l'économie. De cette embardée, personne – ou presque – ne semble en mesure de sortir indemne.

Bonne fille, la Lorraine en a vu d'autres. En deux décennies, la métallurgie, le textile ou le charbon l'ont vaccinée contre la sinistrose. Bilan : cent vingt mille emplois à la trappe. Les nerfs d'acier de ses habitants n'empêcheront pas la montée d'un sentiment se muant vite en une conviction chevillée à l'âme : quel incroyable gâchis humain et industriel. En 2007, sur les 45 000 emplois industriels supprimés en France, 12 % l'ont été en Lorraine. Alors que celle-ci pèse 3,8 % de la démographie. Sans compter les menaces sur l'automobile, la pétrochimie ou encore

l'industrie papetière.

Une mauvaise nouvelle arrivant rarement seule, la cure d'austérité promise à l'armée ouvre, ici, un deuxième front. La perte de leur régiment assècherait des villes comme Bitche, Dieuze, Châtel-Saint-Germain, Lunéville ou Commercy. Un sinistre dont on n'ose encore évaluer l'ampleur, préférant le croire évitable, puisqu'il reste suspendu aux arbitrages définitifs.

Au final, l'addition s'annonce lourde. Sans doute les élus ne manqueront-ils pas de rappeler le chef de l'Etat à ses engagements. Sa venue le 4 février à Gandrange avait réveillé l'espoir des salariés et de leurs familles. Son silence aujourd'hui n'en est que plus assourdissant. Même si entretemps, le locataire élyséen a recentré son action sur l'international. Préférant visiblement confier la gestion – sans le sou – des urgences intérieures à son Premier ministre.

Le sursaut, lui, s'appuiera plus sûrement sur les bons indicateurs de l'industrie française. Regonflée par des marges confortables en 2007, celle-ci entrevoit enfin une sortie du tunnel. La Lorraine souhaite simplement rester dans le train.

Xavier BROUET.